Familles en mouvance et Dynamiques intergénérationnelles

Un partenariat de recherche sociale, multidisciplinaire et multisectoriel

Bulletin de liaison, Volume 1, n° 3, Avril 1997

Recensions d'écrits

Parmi les projets du partenariat, certains avaient pour objectif de documenter une analyse comparative des politiques familiales et de la prise en charge des enfants dans certains pays occidentaux. Ces deux projets ont été mis en place pour répondre à une demande explicite de nos partenaires gouvernementaux. Les études sur la France sont terminées; elles se présentent sous la forme d'une synthèse des écrits accompagnée d'une recension informatisée de quelques centaines de titres classifiés à l'aide du logiciel ProCite. Voici certains faits saillants de ces deux recensions d'écrits.

Les politiques familiales françaises[1]

Considérée comme l'une des plus ambitieuses et des plus explicites parmi les pays occidentaux, la politique familiale française a fait l'objet d'une multitude d'analyses provenant de plusieurs disciplines. Si on considère cette politique familiale comme un cas exemplaire, c'est qu'elle a de fortes assises institutionnelles: de nombreux acteurs étatiques et sociaux y sont impliqués; elle est de nature globale et les enjeux dont elle est actuellement l'objet sont fortement interreliés car, d'une part, l'héritage historique pèse encore aujourd'hui sur les principaux objectifs de la politique familiale et, d'autre part, en étant au coeur de l'action étatique, cette politique recouvre un large éventail de dimensions économiques et sociales.

La politique familiale française est marquée par différentes tendances. Bien qu'inscrite dans une tradition d'interventionisme étatique, on dénote une tendance récente vers des mesures marquées par le néolibéralisme. On observe encore une ambivalence quant au modèle familial à promouvoir - le modèle familialiste ou nataliste. De plus, cette politique oscille entre redistribution verticale et horizontale, même si historiquement elle est reconnue comme horizontale. Une tendance vers l'égalité des chances est observable, tant sur le marché économique que dans la famille, mais les mesures adoptées ne rencontrent pas toujours cet objectif. Enfin, la politique familiale française des dernières décennies est caractérisée par le fait que les acteurs politiques et sociaux lui fixent des finalités souvent périphériques au domaine familial, par exemple la régulation de la main-d'oeuvre, la redistribution des revenus, etc.

Si on adopte une perspective comparative, la France se situe, à certains égards, dans la même orientation que le Danemark et la

[1]Josée Bergeron (sous la supervision de Renée B.-Dandurand et Frédéric Lesemann). *Axes et enjeux de la politique familiale française. Présentation d'une recension informatisée des écrits*. Document no 1 du projet Recension des écrits: Politiques sociales à dimension familiale dans certains pays occidentaux. Partenariat Famille en mouvance et dynamiques intergénérationnelles. INRS-Culture et Société, Janvier 1997.

La prise en charge des enfants en France[2]

La prise en charge des jeunes Français de 0-11 ans a été examinée sous deux aspects, selon qu'elle s'effectue dans la sphère privée ou dans la sphère publique.

Prise en charge privée

Comme ailleurs en Occident, la famille française a connu des changements qui ont profondément modifié la vie des enfants: ainsi, en 1990, 30% des enfants français sont nés hors mariage (le plus souvent d'un couple en union de fait) et 15% vivaient avec un seul parent, en famille monoparentale ou recomposée. Leurs mères exercent majoritairement un emploi et, davantage qu'au Québec, ils sont gardés par une personne de la famille, généralement leur grand-mère (entre 21% et 26%).

Prise en charge publique

L'État français intervient dans la prise en charge des enfants, que ce soit monétairement via les prestations familiales et autres allocations, ou par l'entremise de ses institutions.

En France, la prise en charge par l'institution scolaire survient très tôt dans la vie des enfants. *L'école maternelle*, que fréquentent la presque totalité des enfants de 3 ans et 35% des enfants de 2 ans, constitue une particularité du système éducatif français. Elle est gratuite et non obligatoire et elle a pour rôle d'initier à l'école et aux divers apprentissages ainsi que de socialiser l'enfant. La scolarisation massive des enfants dès l'âge de trois ans règle en partie les problèmes que peuvent rencontrer les parents français en matière de garde. Les modes de garde non parentale sont diversifiés en France. On trouve une offre publique: crèches collectives, crèches familiales, halte-garderie, etc. L'offre privée est le fait des assistantes maternelles agréées (ou non), travaillant à leur domi-

[2]Marie-Hélène Saint-Pierre (sous la supervision de Renée B.-Dandurand et Évelyne Lapierre-Adamcyck). *La prise en charge des enfants. Présentation d'une recension informatisée des écrits*. Document no 1 du projet Recension des écrits: La prise en charge des enfants dans certains pays occidentaux. Partenariat Famille en mouvance et dynamiques intergénérationnelles. INRS-Culture et Société et département de Démographie, Université de Montréal, Janvier 1997.

Suite de la page 1
Les politiques famiales

Suède qui ont une politique familiale reposant sur des principes d'égalité des chances, sur le bien-être des enfants et sur la conciliation entre les activités professionnelles et familiales. Par ailleurs, elle se rapproche de l'Allemagne en ce qui concerne l'accent mis sur la famille - et non sur l'individu - comme cible de la politique, mais s'en distingue, car les mesures françaises ne défavorisent pas le travail des mères. Pour l'ensemble des pays de l'OCDE (données de 1990), la France se situe dans le groupe supérieur en ce qui concerne les allocations familiales (familles de deux enfants) et en ce qui concerne les plans de congés parentaux/de maternité. En somme, ce pays se caractérise par un support étatique important, dirigé à la fois vers le bien-être des familles et vers un renouvellement adéquat de la population.
À travers les écrits recensés, quatre pistes de réflexion émergent de façon particulière. Elles concernent les rapports entre la politique familiale et chacune des instances suivantes: l'Union européenne, les collectivités locales, les milieux de travail selon leur implication, et l'État, en proie à une crise fiscale.

Suite de la page 1
La prise en charge des enfants

cile ou au domicile de l'enfant. On constate une professionnalisation des métiers de la petite enfance, le phénomème étant principalement dû à la reconnaissance professionnelle des assistantes maternelles depuis 1977.
Actuellement, la santé des enfants de moins de 12 ans est sous le regard de l'Etat, pratiquement depuis leur conception. Cette surveillance de la santé de l'enfant est prise en charge par deux instances: le service de Protection maternelle et infantile (PMI) et le service de Santé scolaire. L'action du service de PMI semble plus imposante. Elle se rapporte à deux domaines, la maternité et la petite enfance. Dans les années 1980, la PMI, mais aussi le service de Santé scolaire, ont vu leur champ s'élargir à la *surveillance de la santé globale des enfants*, c'est-à-dire tant du point de vue physique, mental que social. L'aide sociale à l'enfance intervient pour les cas plus lourds rapportés par la PMI, le service de Santé scolaire ou par d'autres agents. Soulignons que son action repose sur le principe du *maintien prioritaire de l'enfant dans sa famille.*
Dans les années 1980, la France, traditionnellement centralisatrice, a promulgué des lois de décentralisation concernant la plupart de ses institutions. La décentralisation s'est fait sentir dans tous les domaines explorés ici concernant la prise en charge publique des enfants. Des initiatives nouvelles sont prises, de nouveaux modes d'organisation apparaissent, les rapports entre les acteurs changent. En somme, une autonomie plus grande est accordée à divers services de l'État et un appel est lancé à la participation locale, que ce soit de la part des différents paliers de "gouvernements" locaux, des branches de la vie associative, ou du voisinage.

Ces deux publications sont disponibles au coût de 12$ (+ frais d'envoi) en vous adressant à la coordonnatrice du partenariat, Monique Provost.
Veuillez noter que pour lire la disquette qui accompagne chaque recension, il faut utiliser le logiciel ProCite, version 3.1.1 pour Windows.

Nouvellle parution

Les 15-19 ans. Quel présent? Vers quel avenir?
sous la direction de Madeleine Gauthier et Léon Bernier,
Collection Culture et société, IQRC, PUL, 1997

Temps des amitiés intenses, des amours naissantes, des enthousiasmes et des déceptions, des rêves qui se construisent et s'évanouissent. Temps de quête et de questionnement. Temps des orientations scolaires, des premières rémunérations, de l'éveil de la conscience, des premiers engagements. Temps des passions musicales, de la fougue sportive, de la vie de groupe, des sorties, de la conversation, de la flânerie. Temps du spectacle et temps du secret. Temps de l'excès de veille et de sommeil. Que savons-nous au juste de cet âge? Âge mystérieux et contrasté, que l'on perçoit facilement troublant et troublé, celui des quinze à dix-neuf ans est un âge d'expérimentation, de conquête d'autonomie, mais aussi de recherche d'appartenances et d'affiliations.

Dans ce livre, on explore en première partie différentes dimensions de la vie des jeunes: le défi des choix dans un contexte d'incertitude, les relations sociales, le temps de loisir, le travail salarié pendant les études, la santé et l'avenir, la recomposition des croyances et des valeurs. En deuxième partie, on trace des portraits des 15-19 ans: les élèves de fin secondaire, les étudiants du collégial, les travailleurs, les 15-19 ans ni aux études, ni en emploi. Plusieurs enquêtes du Ministère de l'Éducation ont été utilisées pour documenter les différents portraits présentés.

Les auteurs affirment: "il nous a semblé que cet espace intermédiaire entre l'adolescence et la jeunesse proprement dite méritait notre attention, plus particulièrement en ce moment historique où se pose de façon sinon dramatique, au moins avec une certaine gravité, la question de l'avenir des jeunes".

On retrouve dans cet ouvrage des textes de Madeleine Gauthier, Léon Bernier, Francine Bédard-Hô, Lise Dubois, Jean-Louis Paré et Andrée Roberge.

Production du bulletin:
Monique Provost
coordonnatrice du partenariat
INRS-Culture et Société
306, place D'Youville, Bureau B-10
Montréal, Québec H2Y 2B6
Tél: (514) 841-4001 Télécopieur: (514) 841-4015
Courrier électronique:
Monique_Provost@INRS-Culture.UQuebec.CA

Publications récentes

Des copies de ces publications sont disponibles pour consultation au Secrétariat à la famille, au Conseil de la famille et à la COFAQ.

BERNIER, Léon, «Les relations sociales» dans M. GAUTHIER et L. BERNIER (dir.), *Les 15-19 ans. Quel présent? Vers quel avenir?*, chapitre 2, Québec, IQRC-Presses de l'Université Laval, 1997: 39-63.

BERNIER, Léon et Madeleine GAUTHIER (dir.), *Les 15-19 ans. Quel présent? Vers quel avenir?*, Québec, IQRC-Presses de l'Université Laval, 1997.

BERNIER, Léon et François DE SINGLY (dir.), Familles et écoles, numéro thématique de *Lien social et Politiques - RIAC*, n° 35, printemps 1996.

BOISVERT, Johanne, «Les familles à la recherche d'un nouvel équilibre... et le point de vue du mouvement familial», *Recueil de réflexions sur la stabilité des couples-parents*, Conseil de la famille, 1996: 85-96.

DANDURAND, Renée B., Léon BERNIER et Denise LEMIEUX, *Les projets procréatifs des hommes et des femmes au Québec: une approche qualitative*, rapport miméographié, septembre 1996.

DANDURAND, Renée B., Roch HURTUBISE et Céline LE BOURDAIS (dir.), *Enfances. Perspectives sociales et pluriculturelles*, Québec, IQRC-Presses de l'Université Laval, 1996, 354 p.

DANDURAND, Renée B. et Christopher MCALL, «Welfare-Workfare-Wedfare: Faut-il assister les mères seules?», *Lien social et Politiques - RIAC*, n° 36, décembre 1996: 79-81

DANDURAND, Renée B. et Agnès PITROU (dir.), Politiques familiales, femmes et emploi, numéro thématique de *Lien social et Politiques-RIAC*, n° 36, décembre 1996.

DESROSIERS, Hélène et Céline LE BOURDAIS, «Progression de l'union libre et avenir des familles biparentales», *Recherches Féministes*, vol. 9, n° 2, 1996: 65-83.

DESROSIERS, Hélène, Heather JUBY et Céline LE BOURDAIS, «La diversification des trajectoires parentales des hommes - Conséquences pour la «politique du père», *Lien social et Politiques-RIAC*, n° 37, 1997 (sous presse).

– «Chapitre III - Les trajectoires familiales des femmes», dans Y. Péron *et al.* (dir.) *Les familles canadiennes à l'approche de l'an 2000*, série des «Monographies du recensement de 1991», Ottawa, Statistique Canada, 1997 (sous presse).

– «Chapitre V - Les trajectoires familiales des hommes», dans Y. Péron *et al.* (dir.) *Les familles canadiennes à l'approche de l'an 2000*, série des «Monographies du recensement de 1991», Ottawa, Statistique Canada, 1997 (sous presse).

DOOLEY Martin, Pierre LEFEBVRE et Philip MERRIGAN, «Lone Female Headship and Welfare Policy in Canada», Université du Québec à Montréal et McMaster University, 1997, miméo.

GAUTHIER, Madeleine, avec la collaboration d'Andrée ROBERGE, «Lien social et appauvrissement: repérage et profil des jeunes pauvres de 15-24 ans vivant seuls en milieu urbain. Étude exploratoire», *Économie et solidarité*, vol. 28, n° 1, 1996: 155-165

GAUTHIER, Madeleine, Andrée ROBERGE et Louise SAINT-LAURENT, «Questions et perspectives concernant la pauvreté chez les jeunes», *Service social*, vol. 44, n° 3, 1996: 35-70

JENKINS, E. et Jacques LÉGARÉ, «La vie en couple comme stratégie adaptative pour répondre aux besoins des personnes âgées en perte d'autonomie», *Vers le xxe siècle: Tendances sociodémographiques et enjeux politiques au Canada*, FCD, Ottawa, 1996: 93-99.

JUBY, Heather et Céline LE BOURDAIS, «The Growing Complexity of the Paternal Life Course» dans la session «Paternity and the Male Life Course», Annual Meeting of the Population Association of America, Washington (D.C.), 27 mars 1997.

– «The Changing Context of Fatherhood in Canada: A Life Course Analysis», *Population Studies*, vol. 51, n° 3, 1997.

LEBLANC, Michel, Pierre LEFEBVRE et Philip MERRIGAN, *Comment accroître le soutien public en faveur des enfants*, Série Les politiques sur la famille, Institut de recherche sur la politique publique, Montréal, août 1996.

LE BOURDAIS, Céline et Nicole MARCIL-GRATTON, «All in the family» Oui mais «Quelle famille», dans R. M. HÉBERT et R. THÉBERGE (dir.) *Canada:Horizons 2000. Un pays à la recherche de soi. Regard prospectif sur le Canada du 21e siècle*, Winnipeg, Presses Universitaires de St-Boniface, 1997: 13-42.

LEFEBVRE, Pierre, «Investissement dans les enfants», *Policy Options/Options politiques*, vol. 16, n° 10, 1995: 11-18.

– «Les politiques familiales au Québec et au Canada: Que faisons-nous ? Où allons-nous?» *Interface,* vol. 16, n° 2, 1995: 15-27.

– *Les nouvelles orientations de la politique familiale du Québec: quelles priorités et pour qui?*, Coll. Choix, Série la Réforme de la sécurité du revenu, Institut de recherche sur la politique publique, Montréal, mai 1997.

LEFEBVRE, Pierre et Philip MERRIGAN, «Les déterminants des ruptures de mariages et d'union au Québec: un modèle économique de durée», *Canadian Studies in Population*, vol. 22, n° 1, 1995: 1-30.

– «Welfare Benefits and Incomes of Canadian Families: A Dynamic Analysis of Marital-Cohabitation Dissolution», *Canadian Journal of Economics*, vol. 30, n° 1, 1997: 112-134.

LEFEBVRE, Pierre, Philip MERRIGAN et Bruno RAINVILLE, *L'utilisation du temps des hommes et des femmes dans les familles canadiennes et québécoises: une première analyse quantitative portant sur l'année 1992.* Version préliminaire, Département de sciences économiques, Université du Québec à Montréal, miméo., août 1996.

LEMIEUX, Denise, «L'âge adulte, ses seuils, ses rituels et ses forntières incertaines: récits de femmes dans la trentaine», *Recherches féministes*, vol. 9, n° 2, 1996: 43-64.

– «Les enfants qu'on a eus! Les politiques sociales et les décisions de reproduction: la perception des femmes dans la trentaine», *Lien social et politiques-RIAC*, n° 36, décembre 1996: 123-131.

– «Le lien parent-enfant: contextes, rôles parentaux et représentations de l'enfant», dans Renée B.-DANDURAND, Roch HURTUBISE et Céline LEBOURDAIS (dir.) *Enfances*, Québec, IQRC-Presses de l'Université Laval, 1996: 219-236.

MARCIL-GRATTON, Nicole, «Family Transformations Across the Canadian-American Border: When the Laggard Becomes the Leader», *Journal of Comparative Family Studies*, vol. XXVII, n° 3, automne 1996: 415-436.

– «Cesser d'être en couple et demeurer parents: les conditions nouvelles de la stabilité familiale», *Recueil de réflexions sur la stabilité des couples-parents*, Conseil de la famille, décembre 1996.

MARCIL-GRATTON, Nicole et Céline LE BOURDAIS, «The Impact of Family Disruption in Childhood on Demographic Outcomes in Young Adulthood», accepté pour publication dans *Intergenerational Dimensions of Labour Markets and Social Institutions*, Ottawa, Statistique Canada.

OUELLETTE, Françoise-Romaine, *L'adoption: les acteurs et les enjeux autour de l'enfant*, Québec, Coll. Diagnostic, IQRC-Presses de l'Université Laval, 1996.

– «Statut et identité de l'enfant dans le discours de l'adoption», *Gradhiva*, n° 19, 1996: 63-76.

– «Redéfinition de l'enfant et de la famille: la problématique généalogique en adoption», dans R. B.-DANDURAND, C. LE BOURDAIS et R. HURTUBISE (dir.) *Enfances*, Québec, IQRC-Presses de l'Université Laval, 1996: 81-96

– «La transformation des âges et des parcours de vie», *Recherches féministes*, vol. 9, n° 2, 1996: 1-11.

OUELLETTE, Françoise-Romaine et Louis-Robert FRIGAULT, *Les adoptions internationales au Québec, 1990-1994: analyse des dossiers de suivi d'adoption du Secrétariat à l'adoption internationale*, Gouvernement du Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux, 1996, rapport de recherche, 60 p.

OUELLETTE, Françoise-Romaine et Caroline MÉTHOT, «La normalité familiale dans l'adoption tardive internationale», *Dialogue*, n° 133, 1996: 16-29.

À inscrire à votre agenda

La semaine québécoise de la famille se déroulera du 12 au 18 mai 1997, sous le thème
Les familles font tourner l'économie; une force à soutenir!
Johanne Boisvert, des Services à la famille de Saint-Hyacinthe et
partenaire de «*Famille en mouvance et dynamiques intergénérationnelles*» à titre de représentante de la COFAQ,
est présidente de l'évènement.
Pour plus d'informations, communiquer avec le Comité de la Semaine québécoise des familles,
M. Richard Martin, au (514) 382-9182.

Le *4e Symposium de recherche sur la famille*,
organisé par le Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec,
se tiendra à Trois-Rivières les 29, 30 et 31 ocotobre 1997.
Pour plus d'informations, communiquez avec
Mme Michèle Charland, CDRFQ, au (819) 373-3300.